

DES RÉPONSES CLAIRES...

«Vous vous êtes placés sur le terrain de la classe, mais vous n'avez pas oublié la Nation; vous avez parlé du peuple Italien et pas seulement de votre métier».

Benito MUSSOLINI, mars 1919.

«Le syndicalisme fasciste est l'opposé du syndicalisme préfasciste; et le point de discrimination entre eux, c'est l'État, auquel l'un était contraire et auquel l'autre se subordonne».

Giuseppe BOTTAI, Ministre fasciste des Corporations et de l'Économie Nationale.

Notre Comité Confédéral National s'est tenu, les 11 et 12 février 1977, à Paris. Il a donné lieu, notamment en commission, à une discussion extrêmement riche qui, d'une certaine manière, préfigure celle qui se déroulera, dans quelques semaines à Vichy dans le cadre du Congrès Confédéral.

Les résolutions adoptées ne pouvaient, bien entendu, que confirmer et développer l'orientation définie au Congrès de Toulouse. Mais, depuis Toulouse, les événements se sont précipités. La crise économique, les tentatives faites çà et là pour tenter de subordonner les revendications ouvrières aux impératifs d'un prétendu intérêt national exigent une réponse claire.

POUR LA LIBERTÉ DE NÉGOCIER, CONTRE LE DIRIGISME SUR LES SALAIRES

«Le C.C.N. réaffirme la volonté de la C.G.T.-F.O. de défendre la liberté, pour les organisations syndicales, de négocier à tous les niveaux des contrats, conventions ou accords permettant de garantir les intérêts des travailleurs qu'il s'agisse notamment de leurs rémunérations et de leurs conditions de travail.

Le C.C.N. constate qu'une telle liberté, inscrite dans la loi du 11 février 1950 ne suppose aucune limite autre que celles découlant du rapport des forces entre les intérêts en présence.

Il constate également que la liberté de négocier est mise en cause dès lors que gouvernement et patronat prétendent l'enfermer dans les limites préétablies, en particulier, sur la progression des entreprises ou sur la progression du produit national brut.

En conséquence le C.C.N. condamne la prétention affichée par la gouvernement et le patronat de revenir à une politique dirigiste des salaires en tentant de circonscrire les revendications des salariés dans les limites d'un taux préalablement établi de progression de la masse salariale».

Mais la C.G.T.-F.O. n'est pas seule sur l'échiquier syndical et notre C.C.N. n'a pas manqué d'analyser ce que proposent notamment la C.G.T. et la F.E.N.

En ce qui concerne la F.E.N. il nous faut malheureusement constater qu'en dehors d'une tendance à la mégalomanie qui l'amène à se vouloir «la troisième centrale de France», elle semble beaucoup plus préoccupée d'assurer la victoire électorale de l'Union de la Gauche que du succès des revendications ouvrières. Il faut toutefois dire que les attitudes de son Secrétaire général ont un côté infantile qui en limite singulièrement la portée.

Du côté de la CGT et du patronat, les choses sont apparemment plus sérieuses. En condamnant le retour à une «*politique dirigiste des salaires*», notre organisation ne s'oppose pas seulement à M. Barre et à son plan. Il apparaît de plus en plus clairement que gouvernement et patronat peuvent compter sur certains appuis. On doit donc s'attendre à une offensive concertée et redoublée contre la C.G.T.-F.O. et ses militants.

UNE GROSSIÈRE PROVOCATION

C'est ainsi qu'actuellement, certaines organisations de la C.G.T. font circuler un «*document du C.N.P.F.*» dont le ton et le contenu relèvent de la provocation pure et simple!

Mais peut-être ne s'agit-il que d'une manœuvre de diversion destinée à faire oublier le royal cadeau consenti à la C.G.T. par le gouvernement.

Cette réponse, le Comité Confédéral National l'a donnée en votant à l'unanimité moins une abstention le texte suivant :

Noua souhaitions qu'un rwnw»w .. -

Prenons les choses dans l'ordre chronologique:

Le 10 février, le «*Figaro*» publie une interview de Georges Séguy dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle a le mérite de la clarté.

Georges Séguy précise à l'intention des lecteurs du «*Figaro*» les «*conditions d'un accord salarial avec le gouvernement*». A la question posée par le «*Figaro*»: «*A quelles conditions une négociation salariale vous paraît-elle possible avec les pouvoirs publics? Ces conditions ne concernent-elles que les salaires?*»,

Séguy répond: «*Non! l'emploi, les conditions de travail, le droit syndical ont aussi une grande importance. En ce qui concerne les salaires, nous pensons que s'impose une négociation permettant de mettre au point un instrument de mesure du coût de la vie acceptable par toutes les parties: gouvernement, patronat et syndicats. À PARTIR DE LÀ, IL FAUDRAIT CONVENIR DE LA PROGRES-SION ÉCONOMIQUEMENT POSSIBLE DU POUVOIR D'ACHAT DES SALAIRES, RETRAITES ET PENSIONS*».

Autrement dit, Séguy confirme purement et simplement ce que nous avons toujours dit: La «*revendication*» d'un indice négocié sert d'alibi à l'acceptation par la C.G.T. de s'engager dans la politique des revenus.

Et pour que les choses soient encore plus claires, Séguy éprouve le besoin de préciser:

«*Le mérite du programme commun est de définir le minimum nécessaire des réformes économiques propres à donner à l'État les moyens d'une politique sociale progressiste. Vous sous-estimez notre sens des responsabilités. Nous sommes des syndicalistes conscients et réalistes. Nous l'avons déjà prouvé en maintes circonstances y compris au lendemain de la Libération lorsqu'il s'agissait de redresser notre économie nationale. NOUS AVONS FAIT LA PREUVE LORSQU'IL ÉTAIT QUESTION D'APPELER LES TRAVAILLEURS A UN EFFORT CONFORME A L'INTÉRÊT NATIONAL et donc à leur propre intérêt, que nous savions prendre nos responsabilités. Dans toutes les circonstances semblables, nous ferions de même.*

LES SYNDICATS INSTRUMENTS DE LA NOUVELLE POLITIQUE

Mais la bourgeoisie ne se contente pas d'affirmations générales et le rappel de la glorieuse période où, pour le P.C.F., il fallait «*produire, produire, revendiquer ensuite*» et pendant laquelle la grève était devenue «*l'arme des trusts*» ne saurait suffire et le rédacteur du «*Figaro*» exige des précisions:

«*Alors, vous croyez qu'avec le Programme Commun, du Jour au lendemain, les grèves s'arrêteront?*».

Et Séguy de répondre: *«Dès lors que les travailleurs auront la certitude que la France est gouvernée conformément A LEURS INTÉRÊTS, QUI SE AVEC L'INTÉRÊT NATIONAL, leur participation A LA RÉUSSITE DE LA NOUVELLE POLITIQUE pourra se concevoir avec leurs organisations syndicales».*

Mais en attendant, me direz-vous, avec ce gouvernement, la C.G.T. ne saurait accepter la mise en pratique d'une politique des revenus. Et bien, détrompez-vous, comme le dit si bien Séguy, à la C.G.T. on est réaliste.

Mais mieux vaut citer purement et simplement le dialogue entre le distingué rédacteur de *«Figaro»* et M. Georges Séguy:

Question: *«MAIS EN CE QUI CONCERNE LES REVENUS NON SALARIAUX, PUISQUE VOUS DITES TOUJOURS QUE LES SALARIÉS NE DOIVENT PAS SEULS SUPPORTER L'EFFORT...»*

Réponse: *«Je ne dis pas exactement cela, mais passons... Bien que nous ne soyons pas représentatifs des non-salariés, si vous me demandez comment nous concevons la politique du gouvernement pour les autres catégories sociales, je vous dirai ceci: il est absolument indispensable que s'exerce un contrôle strict des grandes sociétés qui se permettent de frauder impunément le fisc. Si nous pouvons admettre dans certains cas que l'État aide certaines branches de l'économie, il faut que ce soit sous un contrôle public très strict. La meilleure méthode, c'est la nationalisation pour certaines branches, pas pour toutes».*

Question: *«VOUS SERIEZ DONC D'ACCORD POUR NÉGOCIER SUR CETTE BASE?».*

Réponse: *«Si demain il y a ouverture pour discuter, nous sommes tout à fait disponibles, prêts à discuter et à conclure. Même avec ce gouvernement».*

Question: *«MÊME AVEC CE GOUVERNEMENT?».*

Réponse: *«Oui car, contrairement à ce qu'on dit, notre but essentiel n'est pas d'accumuler des motifs de désaccord avec lui pour créer plus vite les conditions d'un gouvernement de gauche. Nous sommes des gens réalistes. Pour le moment nous avons affaire à ce gouvernement - qu'il nous plaise ou non, ce n'est pas le problème - et la situation sociale fait de nous des interlocuteurs qui doivent nécessairement discuter des problèmes sociaux».*

Et voilà. Un tel réalisme devait nécessairement obliger le gouvernement à faire, lui aussi, preuve de *«réalisme»*.

Le *«Figaro»*, rappelons-le, publie les déclarations de Séguy le 10 février et deux jours plus tard, *«L'Humanité»* nous apprend l'existence d'un *«prêt débloqué»* pour le siège de la C.G.T.

Un royal cadeau. Il s'agirait d'un prêt, PRATIQUEMENT SANS INTÉRÊTS, consenti à la C.G.T. par la caisse des dépôts et consignations - le tout se monterait à la bagatelle de UN MILLIARD TROIS CENT MILLIONS D'ANCIENS FRANCS...

On notera avec intérêt que, toujours selon *«L'Humanité»*, le bureau confédéral de la C.G.T. *«appréciait positivement la situation nouvelle ainsi créée»*.

Mais, camarade Séguy, il faut être clair: que la C.G.T. reçoive un royal cadeau du gouvernement, cela la regarde! Que dans le même temps, elle découvre à la fois la beauté des *«accords salariaux»*, les méfaits des *«écarts hiérarchiques»* et la nécessité de négocier avec ce gouvernement et ceux qui lui succéderont une politique des revenus dont les travailleurs, COMME APRÈS LA LIBÉRATION, feront seuls les frais, cela la regarde aussi... Les travailleurs apprécieront.

Mais cela ne t'autorise pas à calomnier la C.G.T.-F.O. et ses militants et à monter de toutes pièces, avec ou sans la complicité du C.N.P.F. ou d'une fraction du C.N.P.F., une grossière provocation dans la plus pure tradition du K.G.B.

Alexandre HÉBERT.